

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia
Edition du 24 juillet 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

-9,3 points

Diminution annuelle du ratio grec de dette/PIB au T1 2025 : la plus forte de l'UE

Bulgarie : Hausse de l'inflation annuelle (IPC) à 4,4 % en juin 2025 // Déficit du compte courant de 2,1 % et flux nets d'IDE de 1,2 % du PIB sur janvier-mai 2025 // Ambition d'accélérer la modernisation du secteur de la défense // Prochaine présidence bulgare de la Stratégie de l'UE pour la région du Danube // Reconversion professionnelle dans les régions charbonnières.

Chypre : La Banque centrale chypriote révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2025 // Chypre a enregistré un excédent budgétaire de 619 M€ au premier trimestre 2025 // Chypre prévoit d'investir 15 M€ pour soutenir l'emploi des femmes et des seniors // Ancoria Bank fait l'objet d'une proposition de rachat par la société fintech XM // Chypre a enregistré une hausse de voyageurs en 2024 // La Fondation chypriote pour la recherche et l'innovation (RIF) cofinance un projet pilote de capture du carbone à bord des navires // Le gouvernement chypriote confie à l'Autorité de l'Électricité de Chypre un projet de stockage d'énergie de 35 M€.

Grèce : Exécution budgétaire janvier-juin 2025 // PNRR : la Grèce a soumis une sixième demande de paiement // La Grèce enregistre la plus forte diminution annuelle du ratio dette/PIB dans l'UE // Plan d'action d'urgence comprenant 7 mesures immédiates pour lutter contre l'épidémie de variole des petits ruminants // Les retards douaniers nuisent aux entreprises et aux consommateurs // La canicule fait monter la consommation et les prix d'électricité.

Moldavie : Le gouvernement a approuvé une augmentation de sa participation au capital de la BERD pour un montant total de 4 M€ // Sur la période janvier-mai 2025, la production industrielle a enregistré une légère hausse de +0,3 % en g.a // La Moldavie mobilise 9,6 M€ supplémentaires sur trois ans pour soutenir les start-ups technologiques // Un accord trilatéral en faveur de la transformation numérique a été signé pour accélérer la digitalisation des services publics.

Roumanie : La Commission européenne a proposé une enveloppe initiale de 60,2 Mds€ pour la Roumanie dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 // Le Premier ministre Ilie Bolojan a présenté le 18 et 22 juillet 2025 une nouvelle série de mesures en vue du deuxième et troisième paquets de réformes fiscales et budgétaires à venir // La BERD a accordé un prêt de 90 M€ à ENGIE Romania afin de soutenir le développement de ses capacités de production d'énergie renouvelable // Le ministère roumain de la Défense a signé un accord-cadre sur sept ans avec l'entreprise israélienne Rafael Advanced Defense Systems pour l'acquisition de systèmes antiaériens SHORAD-VSHORAD // Hidroelectrica a signé un contrat de 7,8 M€ avec l'entreprise roumaine WALDEVAR Energy pour la mise en œuvre du projet pilote « Nufărul » // La société roumaine Rezolv Energy bénéficiera d'un financement additionnel de 331 M€ pour la seconde phase du parc éolien VIFOR, portant la capacité totale du projet à 461 MW.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Hausse de l'inflation annuelle (IPC) à 4,4 % en juin 2025. Selon les [données](#) de l'Institut national statistique, l'inflation (Indice des prix à la consommation, IPC) en glissement annuel est de 4,4 % en juin après 3,7 % en g. a. en mai et 3,5 % en g. a. en avril 2025. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en moyenne annuelle (pour la période juillet 2024 – juin 2025 par rapport à juillet 2023 – juin 2024) s'est établi à 2,8 % en juin après 2,7 % en mai et en avril.

Déficit du compte courant de 2,1 % et flux nets d'IDE de 1,2 % du PIB sur janvier-mai 2025. Selon les [données](#) préliminaires de la Banque centrale, la Bulgarie a enregistré un déficit du compte courant de 2,4 Mds€ (2,1 % du PIB) sur les 5 premiers mois de l'année, contre 1,1 Md€ (1 % du PIB) un an plus tôt. Le solde commercial des biens s'est dégradé de -1,9 Md€ à -3,4 Mds€ (les importations augmentent de 4 % tandis que les exportations diminuent de 4 %). Les [flux](#) nets d'IDE en Bulgarie pour la période de janvier à mai 2025 se sont élevés à 1,4 Md€ (1,2 % du PIB), soit une hausse annuelle de 445 M€ en raison de l'augmentation des bénéfices réinvestis et des prises de participation.

Actualités sectorielles

Ambition d'accélérer la modernisation du secteur de la défense. D'après [le Premier ministre](#), Rossen Jeliaskov, la modernisation de l'armée se fera à un rythme accéléré conformément au plan national de défense et aux engagements pris lors du sommet de l'OTAN d'augmenter les dépenses du secteur. Le financement de ces dépenses, qui devraient atteindre 5 % du PIB d'ici 2035 (dont 3,5 % pour la défense et 1,5 % pour des investissements liés à la défense), proviendrait du budget national et du nouvel instrument financier de l'Union européenne SAFE (Security for Action for Europe).

Prochaine présidence bulgare de la Stratégie de l'UE pour la région du Danube. En 2026 la Bulgarie assumera la présidence de la [Stratégie de l'UE pour la région du Danube](#) (qui comprend plus de 100 M d'habitants, soit 1/5^{ème} de la population de l'UE). Le thème de la [prochaine présidence](#) est « Des régions connectées, plus de cohésion : un Danube plus fort pour tous » et ses principaux objectifs sont la réduction des disparités régionales, la promotion de la cohésion sociale, des compétences et de la connectivité culturelle.

Reconversion professionnelle dans les régions charbonnières. Le vice-ministre de l'Energie, Krassimir Nenov [a présenté](#) les premiers résultats d'une étude sur les compétences et les possibilités de développement des travailleurs des centrales thermiques et mines à charbon des régions de Stara Zagora, Pernik et Kyustendil. Cette étude du ministère du Travail et de la politique sociale concerne 13 400 travailleurs de l'industrie du charbon. Il en ressort la nécessité de préserver la viabilité des entreprises existantes (pour les mines : préservation des gisements et des équipements miniers), d'attirer des investissements dans des activités à haute valeur ajoutée en ligne avec les nouvelles exigences environnementales et de prendre des mesures concrètes pour la reconversion professionnelle des employés. Les sources de financement sont le Fonds pour une transition juste, le Fonds pour la modernisation ainsi que des capitaux privés.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

La Banque centrale chypriote révisé légèrement à la baisse sa prévision de croissance pour 2025. La Banque centrale de Chypre a ajusté à la baisse ses prévisions de croissance économique pour l'année 2025, passant de 3,2 % en mars à 3,1 % en juillet. Cette révision s'explique par le contexte géopolitique incertain, susceptible de peser sur la demande extérieure. En comparaison, l'économie chypriote avait enregistré une croissance de 3,4 % en 2024, principalement soutenue par la consommation des ménages (+3,8 %) et les exportations nettes. Le secteur des services a également contribué au dynamisme économique. Malgré cette révision, les indicateurs macroéconomiques du premier trimestre 2025 demeurent positifs. L'emploi continue de progresser, avec un taux de

chômage en baisse à 5%, tandis que l'inflation s'établit à 1,6 %. Le secteur bancaire affiche par ailleurs une certaine solidité avec un ratio de fonds propres CET1^[1] de 24,7%, l'un des plus élevés de l'UE. ([Banque centrale de Chypre](#))

[Chypre a enregistré un excédent budgétaire de 619 M€ au premier trimestre 2025.](#) Les recettes publiques ont augmenté de 231 M€ (+6,8 %), soutenues principalement par la hausse des cotisations sociales, de l'impôt sur le revenu, des recettes issues de la vente de biens et services, ainsi que des taxes sur la production. Parallèlement, les dépenses totales ont progressé de 187,7 M€ (+6,6 %). Cette évolution s'explique par la hausse des transferts sociaux (+8,7 %), la rémunération des salariés (+6,5 %), les subventions (+3,1 %) et les revenus fonciers. En revanche, les dépenses relatives à la consommation intermédiaires, ainsi que les autres dépenses courantes ont diminué (27,8 M€). En comparaison, l'excédent enregistré au premier trimestre 2024 s'élevait à 575 M€, soit une progression de 44 M€. ([Données préliminaires - Cystat](#))

[Chypre prévoit d'investir 15 M€ pour soutenir l'emploi des femmes et des seniors.](#) Le gouvernement a annoncé la [mise en place](#) de trois nouveaux programmes destinés à favoriser l'insertion professionnelle des femmes, ainsi que des demandeurs d'emplois âgés de plus de 50 ans. Le projet, qui doit encore être approuvé par le Conseil des ministres, pourrait aboutir à la création de 1 760 emplois. Le premier programme, doté de 4 M€, prévoit une subvention de 8 600 € par embauche pour l'emploi de 470 personnes âgées de plus de 50 ans. Le second, financé à hauteur de 7 M€, vise à faciliter l'accès à l'emploi pour 820 femmes actuellement au chômage. Enfin, une troisième initiative, dotée de 4 M€, entend favoriser l'intégration de 470 femmes inactives sur le marché du travail, notamment en leur proposant des modalités de travail flexibles. Ces aides financières sont conditionnées à la signature de contrats d'une durée de 12 mois minimum. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie du gouvernement chypriote, qui vise à tendre vers le plein-emploi.

[Ancoria Bank fait l'objet d'une proposition de rachat par la société fintech XM.](#) Deux investisseurs chypriotes [ont déposé](#) une demande officielle auprès de la Banque centrale de Chypre en vue d'acquérir près de 80 % du capital de la banque. Cette demande, soumise le 18 juillet, a été transmise à la Banque centrale européenne et fera l'objet d'un examen approfondi du profil des acquéreurs. Ancoria affiche des performances solides, avec un taux de prêts non performants de 1,9 %. Les futurs actionnaires majoritaires prévoient de réorienter la stratégie de la banque, en mettant l'accent sur le développement du financement des PME.

Actualités sectorielles

[Chypre a enregistré une hausse de voyageurs en 2024.](#) En 2024, Chypre a enregistré 6,3 M d'arrivées de voyageurs (+2,9 %) et 4 M de touristes (+5,1 %), dont 97,7 % par voie aérienne. Le Royaume-Uni a fourni 34,0 % du flux de touristes, suivi d'Israël (10,5 %) et de la Pologne (8,3 %). Les touristes ont majoritairement séjourné à Paphos (31,5 %), Agia Napa (15,9%), Larnaka (14,2 %), Lemesos (12,4 %) et Paralimni (11,4 %), avec 81,1 % de voyages pour loisirs, 11,9 % pour visites familiales et 6,9 % pour affaires. Les recettes touristiques ont atteint 3 209,4 M€ (+7,3%) et la dépense moyenne par touriste s'est établie à 794,40 €, culminant en août à 921,59 € et chutant en janvier à 513,32 €. Parallèlement, les résidents chypriotes ont effectué 1,8 M voyages à l'étranger (+4,4 %), principalement vers la Grèce (34,7 %), le Royaume-Uni (10,5 %) et l'Italie (5,2 %), pour 72,5 % de congés et 19,4 % de raisons professionnelles. ([Cystat](#))

[La Fondation chypriote pour la recherche et l'innovation \(RIF\) cofinance un projet pilote de capture du carbone à bord des navires.](#) Ce projet, auquel participe le Cyprus Marine and Maritime Institute (CMMI), est financé dans le cadre du programme Horizon Europe et du partenariat Eurostars. Portée par la société britannique Seabound en partenariat avec Hartmann Group, Heidelberg Materials Northern Europe et InterMaritime Group, l'initiative équipe un navire transporteur de ciment d'un système modulaire capable de capter jusqu'à 95 % du CO₂ et 98 % du soufre émis. Le carbone capté est transformé en calcaire et débarqué à Brevik, en Norvège, pour alimenter une cimenterie produisant du béton à empreinte carbone nulle. ([CyprusMail](#))

[Le gouvernement chypriote confie à l'Autorité de l'Électricité de Chypre un projet de stockage d'énergie de 35 M€.](#) Grâce à une dérogation de la Commission européenne, ce projet sera mis en

^[1] Le ration Common Equity Tier 1 est un indicateur mesurant le capital de base de première catégorie d'une banque par rapport à ses actifs pondérés, en fonction des risques.

œuvre sur les terrains de l'Autorité de l'Électricité de Chypre, sans passer par les procédures habituelles. Le ministre de l'Énergie justifie cette décision par la nécessité d'avancer rapidement pour renforcer la stabilité du réseau. Cette décision intervient à seulement quelques mois de l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, prévue en octobre. ([KNEWS](#))

Grèce

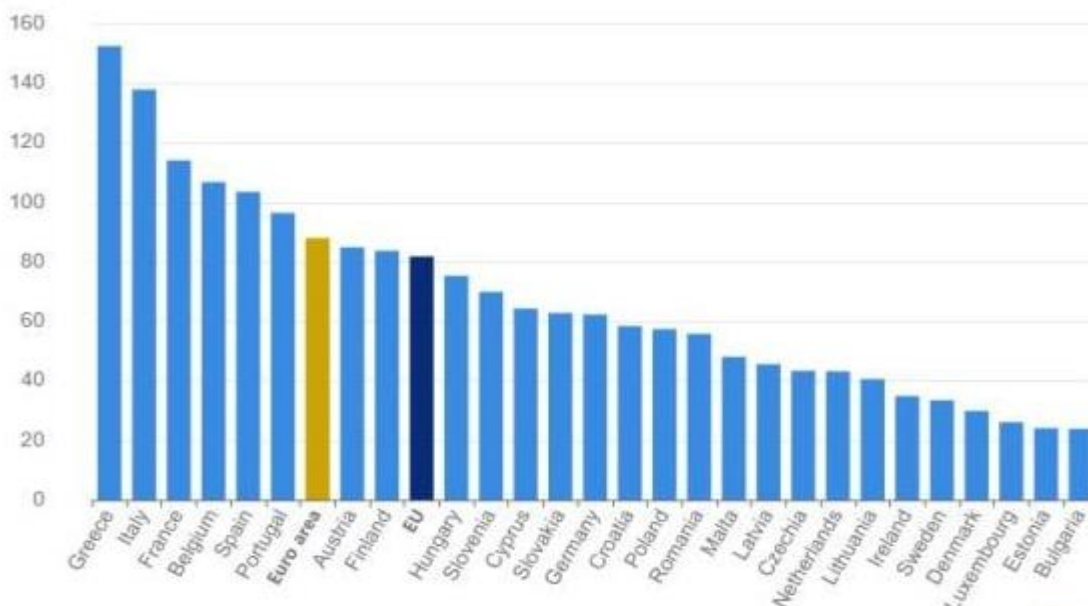
Actualités macroéconomiques et financières

[Exécution budgétaire janvier-juin 2025 \(données provisoires\)](#). Le solde budgétaire présente un déficit de 416 M€, contre un objectif de déficit de 2,795 Md€ prévu au titre de la Loi de finances 2025 et un déficit de 2,256 Md€ enregistré sur la même période en 2024. Un excédent primaire de 4,667 Md€ est dégagé, dépassant largement l'objectif de 2,235 Md€ et progressant nettement par rapport aux 2,905 Md€ enregistrés sur la même période en 2024. Le montant des recettes nettes s'est élevé à 34,385 Md€, en hausse de +1,4% (488 M€) par rapport à l'objectif prévu au titre de la loi de finances 2025. Les recettes fiscales se sont élevées à 32,296 Md€, en hausse de 2,323 M€ (+7,8 %) par rapport à l'objectif. Les recettes totales du budget d'investissement public se sont élevées à 1,923 M€, en baisse de 577 M€ par rapport à l'objectif (2,5 Md€). Les dépenses atteignent 34,801 Md€, en baisse de 1,891 Md€ par rapport à l'objectif (36,692 Md€), mais en hausse de 1,079 Md€ par rapport à la même période 2024 (Source : [Ministère de l'Economie et des Finances](#)).

[La Grèce a enregistré la plus forte diminution annuelle du ratio dette/PIB dans l'UE au premier trimestre 2025](#), et la troisième plus forte baisse par rapport au dernier trimestre 2024, selon [Eurostat](#). Plus particulièrement, au premier trimestre 2025, la dette souveraine s'est établie à 366,3 Md€, soit 152,5 % du PIB, contre 153,6 % du PIB à la fin du quatrième trimestre 2024 et 161,8 % du PIB enregistrés au premier trimestre 2024. Néanmoins, la dette grecque reste la plus élevée de l'UE. Elle est suivie par celle de l'Italie (137,9 % du PIB), de la France (114,1 %) et la Belgique (106,8 %). A titre de comparaison, la dette moyenne de la zone euro s'établissait à 88 % du PIB au premier trimestre 2025, légèrement en hausse par rapport aux 87,4 % de fin 2024 et aux 87,8 % du premier trimestre 2024. Enfin, seules l'Irlande (-3,7 points de pourcentage) et la Lettonie (-1,2 point) ont enregistré une baisse trimestrielle plus importante que la Grèce. (Source : [Eurostat](#))

General government gross debt to GDP ratio, 2025Q1

In percentage



[La Grèce a adressé le 18 juillet dernier à la Commission européenne une sixième demande de paiement dans le cadre de son plan national de relance et de résilience](#) (PNRR) pour recevoir 2,1 Md€ de subventions du plan de relance européen NextGenerationEU. À mi-parcours du plan de relance européen qui s'achèvera en 2026, la Grèce a déjà reçu près de 60 % des subventions demandées, soit 21,3 Mds€. La demande de paiement du volet prêts de 1,8 Md€ sera soumise en septembre ([Communiqué de presse du Ministère grec de l'Economie nationale et des Finances](#)).

Actualités sectorielles

[Plan d'action d'urgence comprenant 7 mesures immédiates pour lutter contre l'épidémie de variole des petits ruminants](#) (moutons et chèvres), établi par le [Ministère grec du Développement agricole et de l'Alimentation](#) :

1. Mise en état de mobilisations spéciales de la protection civile de plusieurs régions touchées (Grèce occidentale, Grèce centrale, Thessalie, Macédoine occidentale et centrale, ainsi qu'en Macédoine orientale et Thrace).
2. Renforcement de l'interdiction totale des déplacements des petits ruminants dans les zones de protection et de surveillance, avec le soutien de la police grecque (contrôles routiers) et utilisation de drones pour surveiller les zones et empêcher le pâturage illégal.
3. Mobilisation de tous les vétérinaires du ministère pour renforcer les équipes de terrain.
4. Application immédiate des mesures sanitaires, y compris l'abattage des animaux infectés.
5. Désinfection systématique des routes rurales situées dans les zones de protection.
6. Sanctions renforcées contre les violations des mesures.
7. Création d'un Comité spécial de gestion de l'épizootie, réunissant des représentants des services vétérinaires, des organisations professionnelles et du monde académique.

[Les retards douaniers nuisent aux entreprises et aux consommateurs](#) : Dans une lettre adressée au ministre de l'Économie et des Finances, M. Kyriakos Pierrakakis, le Président de la Confédération hellénique du commerce et de l'entrepreneuriat (ESEE), M. Stavros Kafounis, a exprimé de vives inquiétudes au nom de la communauté des affaires, soulignant que les retards persistants dans les procédures douanières perturbent désormais gravement les opérations commerciales. La lettre note qu'en particulier depuis la création des Centres de contrôle douanier, le temps de dédouanement a considérablement augmenté à trois jours ouvrables, y compris pour les envois standards ou de faible valeur. Cela entraîne des retards et une perte de confiance du marché ; des coûts de stockage et de transport plus élevés, en particulier lorsque les marchandises restent immobilisées et des commandes et des contrats perdus, notamment dans les expéditions urgentes. Les causes de la détérioration de la situation sont principalement attribuées à un manque de personnel. Celui-ci, opérant dans un environnement bureaucratique et s'appuyant sur des procédures non-automatisées et des ressources techniques inadéquates, auraient du mal à traiter le flux d'approbations. Pour y remédier, le Président de l'ESEE appelle à un renfort des ressources humaines, à l'accélération de la transition numérique et à une communication continue avec les associations professionnelles visant à l'identification précoce et à la gestion efficace des problèmes ([presse grecque](#)).

[Canicule : les prix de l'électricité augmentent, sous l'effet de la hausse de la demande](#). Selon les [données de la Bourse grecque de l'énergie](#), ces derniers jours, la hausse de la demande (dépassant 10 500 MW) a provoqué une augmentation de 26 % du prix de gros, atteignant 140,25 €/MWh, avec des pics à 327 €/MWh. Cette hausse est due tant à la forte hausse de la demande, qu'à la plus grande part prise par le gaz naturel dans le mix énergétique pour la production d'électricité. Le 23 juillet, celle-ci représentait 41,83 % de la production. Les énergies renouvelables (en raison du manque de vent et de l'arrêt des éoliennes) participent qu'à hauteur de 32,06 %. Les importations ne couvrent que 11,84 %, les Etats d'Europe du Sud-Est ne pouvant pas exporter de grandes quantités d'électricité, en raison d'une forte demande liée aux hautes températures en Europe. La Grèce, la Roumanie et la Bulgarie affichent exactement le même prix sur leurs marchés de l'énergie, soit 140,25 €/MWh. En Croatie, le prix est de 142,08 €/MWh et en Hongrie de 129,12 €/MWh.

Moldavie

Actualités macroéconomiques et financières

[Le gouvernement moldave a approuvé une augmentation de sa participation au capital de la BERD d'un montant total de 4 M€.](#) Cette décision vise à maintenir le poids de vote du pays et à renforcer son influence au sein de l'institution. Actuellement, la BERD finance 69 projets en Moldavie, pour un montant total de 1,3 Mds€. ([Ministère du Développement économique et de la Numérisation](#))

[Sur la période janvier-mai 2025, la production industrielle a enregistré une légère hausse de +0,3 % en g.a.](#) Dans le détail, la production d'électricité, de chaleur et de gaz a progressé de +26,7 %, tandis que l'industrie extractive a connu une croissance de 8,5%. A l'inverse la production manufacturière a diminué de -2,6 %. ([Bureau national de statistiques](#)).

Actualités sectorielles

[La Moldavie mobilise 9,6 M€ supplémentaires sur trois ans pour soutenir les start-ups technologiques.](#) Ce financement s'inscrit dans le cadre du Programme de soutien à l'innovation digitale, lancé par l'ODA et le ministère de l'Économie. Les jeunes entreprises pourront bénéficier de subventions pouvant aller jusqu'à 100 000 €. Depuis son lancement en 2022, le programme a déjà accompagné 31 start-ups et généré plus de 1,2 M€ d'investissements. ([Ministère du Développement économique et de la Numérisation](#))

[Un accord trilatéral en faveur de la transformation numérique a été signé pour accélérer la digitalisation des services publics.](#) Conclu entre le ministère de l'Économie, l'Agence de Gouvernance électronique et le programme Innovate Moldova, cet accord prévoit le lancement de l'application gouvernementale EVO 2.0, enrichie de nouvelles fonctionnalités à destination des entrepreneurs. Ce projet est soutenu par l'Ambassade de Suède en Moldavie. ([IPN](#))

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

[La Commission européenne a proposé une enveloppe initiale de 60,2 Mds€ pour la Roumanie dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel \(CFP\) 2028-2034.](#) Cette allocation, au titre des nouveaux *plans de partenariats nationaux et régionaux*, comprendrait 54,6 Mds€ pour les fonds structurels traditionnels, 1 Mds€ pour les politiques de migration et de sécurité et 4,6 Mds€ pour le Fonds social pour le climat. Ce budget reste toutefois provisoire, les négociations devant se poursuivre jusqu'en 2027. ([Commission européenne](#))

[Le Premier ministre Ilie Bolojan a présenté le 18 et 22 juillet 2025 une nouvelle série de mesures en vue du deuxième et troisième paquet de réformes fiscales et budgétaires à venir.](#) Celles-ci visent notamment à améliorer l'efficacité des administrations publiques locales, ainsi qu'à renforcer la transparence, la gouvernance et la rentabilité des entreprises publiques. ([Ministère des Finances](#))

Actualités sectorielles

[La BERD a accordé un prêt de 90 M€ à ENGIE Romania afin de soutenir le développement de ses capacités de production d'énergie renouvelable.](#) Ce financement contribuera au déploiement de nouveaux projets ENR totalisant au moins 250 MW d'ici 2028. ([Engie](#))

[Le ministère roumain de la Défense a signé un accord-cadre sur sept ans avec l'entreprise israélienne Rafael Advanced Defense Systems pour l'acquisition de systèmes antiaériens SHORAD-VSHORAD.](#) Cet accord porte sur la livraison de six systèmes antiaériens intégrés, incluant des équipements de formation, des simulateurs et un soutien logistique complet, pour un montant total de 2,038 Mds€. ([Ministère de la Défense](#))

[Hidroelectrica a signé un contrat de 7,8 M€ avec l'entreprise roumaine WALDEVAR Energy pour la mise en œuvre du projet pilote « Nufărul ».](#) Le projet consiste à installer un système flottant de

panneaux photovoltaïques de 10 MW sur le lac d'Ipotești, connectée à la centrale hydroélectrique existante. La production annuelle attendue est estimée à 13,4 GWh. ([WALDEVAR Energy](#))

[La société roumaine Rezolv Energy bénéficiera d'un financement additionnel de 331 M€ pour la seconde phase du parc éolien VIFOR, portant la capacité totale du projet à 461 MW.](#) Cette nouvelle tranche de 269 MW est soutenue par un consortium de prêteurs composé d'Erste Group, UniCredit, la BERD, l'IFC, Intesa Sanpaolo, d'OTP Bank et Raiffeisen Bank. La mise en service du parc est prévue d'ici fin 2027. ([Rezolv Energy](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtrésor.gouv.fr